



Voltic Togo

Ne dites plus non, dites Voltic

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Travail

Deux millions de personnes meurent chaque année

L'OMS et l'OIT ont fait des comptes funestes : hors pandémie, près de 2 millions de ... • (Page 08)

Finance

Universal Music fait son entrée en Bourse

Mardi, la Bourse d'Amsterdam a bien accueilli l'entrée sur le marché de la ... • (Page 08)



76^{ème} Assemblée générale des Nations Unies

• (Page 03)

Maroc

Asmaa Belkeziz intègre le CR de Casablanca

La marocaine Asmaa Belkeziz vient d'être élue vice-présidente de la région ... • (Page 02)

Opportunité d'affaires

La Foire OIC EXPO s'ouvre aux togolais

Les premiers responsables de Extra Group ont présenté les opportunités qu'offre la 8^{ème} Foire Internationale ... • (Page 04)

Financement vert au Kenya

African Guarantee Fund s'associe à Co-operative Bank

African Guarantee Fund (Fonds africain de garantie) vient de signer un accord de ... • (Page 06)

Covid-19

La quarantaine obligatoire levée à l'aéroport de Lomé

Le ministre en charge de la santé, le Professeur Moustafa Mijiyawa a annoncé la ... • (Page 11)

Faure Gnassingbé présente les avancées économiques du Togo



Chambre de commerce et d'industrie du Togo • (Page 04)

Le mandat de la DSC prorogé de six mois



TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

Maroc

Asmaa Belkeziz intègre le CR de Casablanca

La marocaine Asmaa Belkeziz vient d'être élue vice-présidente de la région Casablanca-Settat. Une promotion donc cette femme PAMiste à la vice-présidence du Conseil de la région de Casablanca issue de l'univers bancaire et de la communication.

• Joël YANCLO

Asmaa Belkeziz est décrite par son entourage comme une femme de forte personnalité, à la fois intelligente et rigoureuse dans la gestion des équipes avec lesquelles elle a collaboré, cette « cheville ouvrière » a gravi les échelons un à un parce qu'elle croit en des valeurs fortes comme le mérite, la compétence et le travail, rapporte laquotidienne.ma qui indique que l'impératif du résultat est pour Asmaa Belkeziz un credo et une ligne directrice qu'elle a affûtés durant son parcours professionnel, notamment en tant que directrice Corporate Affairs, lors du rachat de la Centrale Laitière par Danone, ou encore en tant que directrice Com et Relations publiques à Saham. Une compagnie qu'elle a accompagnée lors de la



fusion de CNIA - Saada qui a donné naissance à Saham Assurance. Pour rappel, Asmaa Belkeziz a rejoint le Parti authenticité et modernité (PAM) en 2015 et apprend sur le terrain les réalités de la chose politique, avec ses multiples rouages et ses innombrables exigences. Forte de cette expérience, elle se présente deux fois aux élec-

tions en 2016 et en 2021. Elle est élue membre du Conseil de la Région Casablanca-Settat pour son premier mandat. C'est dire toute la confiance et toute la crédibilité dont elle jouit auprès de ses pairs. Nommée aujourd'hui vice-présidente, elle mesure toute l'étendue de ses nouvelles responsabilités pour travailler et agir pour le bien de la collectivité.

Secteur

Le Togo recense ses établissements touristiques

Le Togo lance un recensement des établissements touristiques sur tout le territoire. L'opération a été annoncée dans un communiqué par le ministre de la culture et du tourisme, Dr Kossi Lamadokou, en vue « d'assurer une meilleure visibilité des établissements touristiques et de faire du tourisme un secteur à forte valeur ajoutée aussi bien sur le plan national qu'international. »

Selon le calendrier annoncé, la première phase de ce recensement général se déroulera du 1er au 11 octobre 2021, et concerne les établissements du Grand Lomé, de la région Maritime et de la région des Plateaux. Les données collectées par des agents de terrain appuyés par les équipes du ministère chargé du Tourisme, permettront notamment au département du tourisme de disposer d'une base de données fiable sur les établissements touristiques au pays, apprend-on. Rappelons que le secteur du tourisme



avait généré 8 000 emplois directs et 48 milliards FCFA de recettes en 2018, bien qu'il ait été particulièrement affecté par la pandémie de Covid-19. L'ambition du mi-

nistère de tutelle reste cependant la même, faire passer la contribution du secteur de 4,6% à 6,2% du PIB togolais.

Avec Togo First

AUX DECIDEURS...

Bonne nouvelle pour les politiques

La chute du rapport Doing Business de la Banque mondiale reflète les limites de l'application de classements standardisés pour mesurer la performance économique des pays. Conséquence, l'on pourrait retrouver à court moyen terme, une meilleure indication du climat des affaires qui repose beaucoup plus sur divers ensembles de données et non sur quelques mesures quantifiables et ajustables.

Pour rappel, en août dernier, la Banque mondiale a annoncé la suspension de son rapport « Doing Business » en citant un « certain nombre d'irrégularités » comme principale raison. Ceci, après 17 années d'existence.

Dès le début, le rapport visait à offrir un cadre simple pour stimuler les performances économiques et mener des réformes pour booster le climat des affaires. Ainsi, il a classé 190 pays sur la base d'indicateurs tels que « les réglementations commerciales, les droits de propriété, l'exécution des contrats, les lois sur l'investissement, la disponibilité du crédit et un certain nombre d'autres facteurs ».

En 2018, Paul Romer, économiste en chef de la Banque mondiale, a démissionné après avoir remis en question les modifications apportées à l'ordre du Chili dans le rapport Doing Business.

Mais il est peu probable que des causes politiques cachées soient les principales raisons de la suspension actuelle. Ce n'est pas vraiment un secret que la Banque mondiale privilégie le modèle de croissance économique néolibéral et que l'approche libertaire est plutôt la méthodologie qui suscite des inquiétudes.

Bien que la méthodologie ait été utilisée dans le monde entier, elle a eu tendance à réduire la complexité de l'activité économique à quelques mesures quantifiables, ce qui a laissé une place importante au jeu du système, en permettant à de nombreux gouvernements d'introduire simplement des changements cosmétiques qui amélioreront leur place dans le classement sans réformer correctement l'environnement des affaires.

En août, les données de la Chine, de l'Azerbaïdjan, des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite se sont avérées avoir été délibérément modifiées, selon le Wall Street Journal. L'information est apparue comme un coup dur pour le rapport et a poussé les dirigeants de la Banque mondiale à le suspendre indéfiniment. Ainsi, la publication s'est avérée être la dernière goutte de plusieurs autres préoccupations concernant la crédibilité de l'approche standardisée.

Un autre problème est que la méthodologie utilisée pour créer une incitation à poursuivre des politiques économiques qui ne sont pas toujours appropriées dans tous les cas. Mais alors que de nombreux pays en développement s'efforçaient d'améliorer leur position, certains gouvernements ont subi des pressions pour faire adopter des réformes de la réglementation des affaires et des règles de propriété foncière qui ne sont pas correctement conçues.

Le « projet de loi Omnibus » controversé de l'Indonésie sur la création d'emplois contenait un certain nombre de réformes favorables au marché qui ont suivi la voie de la Banque mondiale et auraient probablement pu propulser la position du pays dans le rapport. Néanmoins, le paquet a été fermement condamné par les syndicats et les groupes de la société civile, qui prétendent qu'il favorise les grandes entreprises au détriment des travailleurs et des droits humains.

Il n'est pas clair si nous assisterons au retour du rapport ou s'appuiera-t-il sur des méthodologies différentes. Mais il est clair que la chute a projeté les erreurs de s'appuyer sur une poignée de métriques quantifiables et ajustables afin d'évaluer la complexité des différents modèles économiques.

La fin du rapport « Doing Business » laisse espérer que dans un avenir proche, nous pourrions assister à une approche plus holistique qui englobera un plus grand nombre de nuances et d'autres facteurs localisés. Cela est susceptible de donner aux décideurs politiques plus d'autonomie pour introduire des mesures pour répondre aux besoins des entreprises sur le terrain et non pour satisfaire des améliorations motivées par la politique qui ne se produisent pas réellement.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

| Référentiel | |
|---|------------------|
| Valeur | Sources |
| Superficie : 56 600 km ² | Populationdata |
| Population : 7 889 094 habitants (2018) | Banque mondiale |
| Croissance démographique : 2,42 % / an | Populationdata |
| Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017) | Populationdata |
| Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017) | Populationdata |
| Espérance de vie : 65,00 ans (2016) | Populationdata |
| Déficit budgétaire : 2,1% (2017) | BAD |
| Smig : 35 000 FCFA (2012) | CCI |
| Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : C | COFACE |
| Taux de scolarisation : 83% | INSEED |

| | |
|---|----------------|
| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso | |
| Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |

| Chiffres clés | |
|--|-------------------|
| Valeur | Sources |
| Taux de croissance : 5,1 (2019) | CNC |
| Pib/hbt : 672 Dollars US | populationdata |
| Taux d'inflation : 1,7 (2019) | CNC |
| Balance commerciale : 373.810 millions (2017) | BCEAO |
| Dette publique : 72% du Pib (2018) | FMI |
| Taux de chômage : 3,4% (2015) | PNUD |
| Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019) | MEF |
| Notation financière : « B » (Mai 2019) | Standard & Poor's |
| IDH : 0,503 / 1 (2017) | Populationdata |

76ème Assemblée générale des Nations Unies

Faure Gnassingbé présente les avancées économiques du Togo

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est exprimé mercredi 22 septembre 2021 par visio-conférence dans le débat général de la 76ème Assemblée générale des Nations Unies qui a lieu depuis le début de la semaine à New York aux Etats-Unis. L'intervention du numéro un togolais, rediffusée sur les canaux digitaux de la présidence, a porté sur une revue des avancées politiques, économiques et sociales réalisées par le Togo, et a été l'occasion d'un appel fort, lancé en faveur d'une répartition plus équitable des vaccins anti-covid, et de la lutte climatique.

• Joël YANCLO

Le président Faure Gnassingbé n'a pas fait le déplacement de New York cette année, mais il a adressé un message vidéo qui a été diffusé mercredi dernier. Occasion d'exposer la politique menée par le Togo pour garantir la paix et la stabilité et lutter contre le terrorisme ; une menace pour de nombreux pays de la région. M. Gnassingbé a aussi parlé développement, santé, développement inclusif. Il a notamment mentionné la couverture sanitaire pour les écoliers et la gratuité des frais scolaires. Dans sa présentation du nouveau paradigme de développement du Togo, développé dans la nouvelle feuille de route gouvernementale, le n°1 Togolais a rappelé toute l'importance de la préservation d'un climat social apaisé, pour parvenir au développement. "La garantie d'une véritable harmonie sociale est gage d'un développement inclusif", a déclaré dans ce

sens Faure Gnassingbé, justifiant la volonté de l'exécutif de "faire du Togo un pays de cohésion et de paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable". Le leader Togolais est également revenu sur les progrès significatifs réalisés en termes de politique sociale et sanitaire, et les nouvelles initiatives en cours de déploiement comme l'assurance maladie universelle et le programme Wèzou. Il s'agit, a rappelé le Président de la République, de "permettre aux Togolais de mener une vie saine et de connaître le bien être tout au long de celle-ci". "Cette couverture contribuera à améliorer les indicateurs de la santé de la mère et de l'enfant", a-t-il ajouté au sujet du programme Wèzou. Sur le plan éducatif, le chef de l'Etat est revenu sur la gratuité des frais de scolarité au préscolaire et au primaire, l'extension du programme de cantines scolaires et la mise en place du programme School Assur. Il a également présen-



te la mesure d'exemption de tous frais de scolarité en faveur des élèves des collèges et lycées du pays.

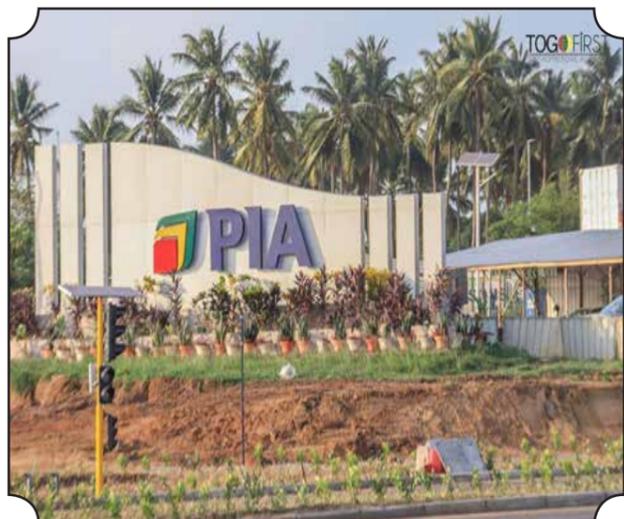
Sur le plan économique

En ce qui concerne l'équité et l'égalité de genre et l'avancement des droits des femmes

et des filles, le pays a également réalisé des évolutions significatives. "La représentativité des femmes dans les instances décisionnelles a évolué passant de 23% en 2019 à 35% en 2021", a indiqué le président de la république, justifiant l'adhésion de son gouvernement au mouvement HeForShe. Sur le plan éco-

nomique, Faure Gnassingbé s'est félicité du classement du Togo dans le dernier rapport de la CNUCED sur les investissements directs étrangers. Avec une progression de 85%, confortant, selon lui, le pays en tant que "destination de choix" de ces investissements. Il est aussi revenu sur la stratégie d'in-

dustrialisation du pays qui se fonde sur la construction de partenariats public-privé et dont la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) est à la fois le symbole et la pierre angulaire du positionnement du Togo en tant que hub logistique. Pour finir, revenant sur la situation du sahel et la lutte contre l'extrémisme religieux, le chef de l'Etat a plaidé pour une mobilisation plus accrue des ressources au profit du G5 Sahel et de la MINUSMA "pour lutter contre ce fléau qui menace de s'installer durablement sur le continent." Faure Gnassingbé a conclu son intervention en réitérant aux États membres du G7+, un appel commun en vue d'un cessez-le-feu global partout sur la terre. "La prospérité mondiale repose sur la paix et la stabilité dans les régions touchées par les conflits", a-t-il martelé avant de conclure, "Je reste convaincu que grâce à la mutualité de nos efforts, la présente session de l'Assemblée générale contribuera significativement à faire de notre planète un monde plus sûr et pleinement engagé pour le bien-être de nos peuples."



Baromètres Togo

| Référentiel | |
|---|------------------|
| Valeur | Sources |
| Superficie : 56 600 km ² | Populationdata |
| Population : 7 889 094 habitants (2018) | Banque mondiale |
| Croissance démographique : 2,42 % / an | Populationdata |
| Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017) | Populationdata |
| Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017) | Populationdata |
| Espérance de vie : 65,00 ans (2016) | Populationdata |
| Déficit budgétaire : 2,1% (2017) | BAD |
| Smig : 35 000 FCFA (2012) | CCI |
| Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : C | COFACE |
| Taux de scolarisation : 83% | INSEED |

| | |
|---|----------------|
| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso | |
| Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |

| Chiffres clés | |
|--|-------------------|
| Valeur | Sources |
| Taux de croissance : 5,1 (2019) | CNC |
| Pib/hbt : 672 Dollars US | populationdata |
| Taux d'inflation : 1,7 (2019) | CNC |
| Balance commerciale : 373.810 millions (2017) | BCEAO |
| Dettes publiques : 72% du Pib (2018) | FMI |
| Taux de chômage : 3,4% (2015) | PNUD |
| Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019) | MEF |
| Notation financière : « B » (Mai 2019) | Standard & Poor's |
| IDH : 0,503 / 1 (2017) | Populationdata |

Chambre de commerce et d'industrie du Togo

Le mandat de la DSC prorogé de six mois

La Délégation spéciale consulaire (DSC) a six mois de plus pour mener à terme les réformes à la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT). C'est ce qu'a décidé le Conseil des ministres en sa séance du mercredi 22 septembre 2021.

● Joël YANCLO

Le Conseil des ministres au cours de ses travaux a écouté une communication relative à la réforme de la chambre de commerce et d'industrie du Togo. La communication faite par le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale a présenté les principales actions menées par la Délégation spéciale consulaire depuis sa mise en place sous la direction de Nathalie BITHO. Afin de lui permettre d'achever sa mission, le Conseil des ministres a autorisé une prorogation de son mandat pour une durée de six mois. Ainsi, la présidente de la DSC, Nathalie BITHO et ses deux vice-présidents, Clément Mawuli AHIALEY et Samuel Tiboliéb SANWOGOU ont six nouveaux mois pour achever leurs missions. Il s'agit de la gestion des affaires courantes & urgentes de la chambre consulaire, de la révision des textes de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo et l'organisation des élections consulaires. Dans cette optique, la DSC a procédé récemment à l'enrôlement des opérateurs économiques. Ceci, dans



● La présidente de la DSC, Nathalie BITHO

le cadre des réformes de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) devant aboutir à l'élection d'une nouvelle Assemblée Consulaire. La DSC a mandaté l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) pour recenser les entreprises togolaises. Les membres de la délégation spéciale consulaire de la CCI Togo ont, courant aout 2021, fait le point de leurs activités, conformément à leur agenda dans le cadre des réformes à mener pour améliorer le fonctionnement de l'institution consulaire aux responsables des organisations professionnelles du secteur privé. Des

différentes études menées qui ont été présentées à l'assistance, il ressort que sur environ 124 000 entreprises officiellement créées au Togo, seules 28 000 sont déclarées au fisc. Aussi, parmi ces entités, elles sont peu nombreuses celles qui sont ressortissantes de la Compagnie Consulaire et encore moins celles à jour de leurs cotisations. A ce dysfonctionnement il faut mettre un terme, d'où les réformes entreprises au sein de l'institution pour disposer d'une chambre forte et inclusive, afin que les acteurs, qu'ils soient du Commerce, de l'Industrie ou des Services, puissent être massivement représentés.

Opportunité d'affaires

La Foire OIC EXPO s'ouvre aux togolais

Les premiers responsables de Extra Group ont présenté les opportunités qu'offre la 8ème Foire Internationale Halal OIC Expo, aux opérateurs économiques togolais, le mardi 21 Septembre 2021 à Lomé.

● Bernard AFAWOUBO

Bonne nouvelle pour les opérateurs économiques togolais, la plus grande exposition du monde dénommée « La Foire OIC EXPO » s'ouvre pour la première fois à eux. Ceci grâce à Extra Group qui est une société nationale chargée de l'organisation. Cette initiative qui se veut une opportunité pour les opérateurs économiques togolais pour leur permettre de mettre en valeur les produits made in Togo sur le plan international a été présentée le mardi 21 Septembre 2021 à Lomé par Extra Group. En effet, cette 8ème Foire Internationale Halal OIC Expo va se dérouler du 25 au 28 novembre 2021 en Istanbul en Turquie pour les opérateurs économiques togolais. Au total 34.865 visiteurs de 94 pays sont attendus à ce rendez-vous avec des exposants de 36 pays et plus de 7710 rencontres B2B. A en croire les responsables de Extra Group, la 8ème Foire Internationale Halal OIC Expo couplée de la 7ème édition du Sommet Mondial Halal seront capitales pour le Togo. Ainsi, il sera question au cours de cette rencontre foraine de renforcer les liens d'amitiés et de coopération entre le Togo et les pays participants, de contribuer aux



développements économique et culturel du pays. Aussi, cette rencontre devra-t-il favoriser l'insertion des jeunes et femmes entrepreneurs du Togo puisque les secteurs d'activités tels que l'agro-alimentaire, le cosmétique, la finance, le tourisme médical, le halal et bien d'autres vont meubler cette rencontre. « L'idée maîtresse est d'offrir aux produits made in Togo, aux entrepreneurs hommes et femmes d'affaires et à la culture togolaise de trouver des débouchés, de signer des contrats d'exportation pour ces produits et de contribuer à la croissance économique et culturelle », a indiqué Vidzraku Kossi Apédo, Directeur NGP, membre de Extra Group. « On ne peut jamais faire les affaires sans les relations. Les opéra-

teurs économiques auront à gagner en relation et étoffer leur carnet d'adresse. La rencontre devra aussi permettre à ceux qui n'ont pas d'expérience dans les relations extérieures, de vendre leurs images et faire financer leurs projets. Il y a des riches qui veulent venir en Afrique et quand on sait que le togolais est sérieux dans le travail, les hommes d'affaires togolais iront pour gagner et venir construire leur pays », a-t-il déclaré. Rappelons que la participation du Togo à la Foire Internationale Halal OIC (Organization of Islamic Coopération) Expo est coordonnée en partenariat avec le Gouvernement togolais et toutes les parties prenantes. Une centaine de places est réservée aux opérateurs économiques togolais.

Etude

52 milliards \$ pour connecter toutes les universités d'Afrique

Depuis cinq ans, l'UNESCO mène le projet « Transformer l'éducation en Afrique grâce aux TIC ». L'année dernière, la Covid-19 a révélé les insuffisances qui freinent encore cette ambition sur le continent. La Banque mondiale songe à donner un coup de main pour y remédier.

Pour connecter l'ensemble des institutions publiques et privées d'enseignement supérieur d'Afrique à l'Internet à haut débit d'ici 2025, il faudra 52 milliards USD. L'estimation financière provient de la Banque mondiale et de Knowledge Consulting Ltd qui ont mené une étude de faisabilité sur ce projet dont l'objectif est d'améliorer le cadre d'apprentissage sur le continent à l'aube de l'économie numérique. Dans le

rapport « World Bank and Knowledge Consulting Ltd. 2021. Feasibility Study to Connect all African Higher Education Institutions to High-Speed Internet », les deux partenaires soulignent que « les établissements d'enseignement supérieur – comprenant les universités publiques et privées, les collèges, les instituts de formation technique et les écoles professionnelles – jouent un rôle crucial dans la formation d'une main-d'œuvre quali-

fiée, la recherche et la promotion de l'innovation, qui sous-tendent le développement social, la croissance économique et la compétitivité nationale ». La Banque mondiale et Knowledge Consulting Ltd affirment que les 52 milliards USD estimés englobent les dépenses liées à la fourniture d'appareils aux étudiants et aux personnels (17,3 milliards USD), les dépenses liées à la mise à niveau des réseaux des campus (27,3

milliards USD), le coût de la bande passante pour la connectivité en amont (7,3 milliards USD) et le développement/soutien des réseaux nationaux de recherche et d'éducation (NREN) et réseaux régionaux de recherche et d'éducation (RREN) (538 millions USD). L'étude de faisabilité menée par la Banque mondiale rentre dans le cadre de l'initiative Digital Economy for Africa (DE4A) lancée sur le continent en 2020 pour préparer son en-

trée dans l'économie numérique. L'initiative DE4A soutient d'ailleurs la stratégie de transformation numérique de l'Union africaine pour l'Afrique (2020-2030) dont l'objectif final est de permettre à chaque individu, entreprise et gouvernement du continent d'accéder au numérique d'ici 2030. Avec l'étude de faisabilité en poche, la Banque mondiale va élaborer une feuille de route opérationnelle qui lui permettra de

mettre en œuvre le projet de connexion de toutes les institutions d'enseignement supérieur d'Afrique. En Ouganda par exemple, qui compte 52 universités et 184 centres de formation technique et professionnelle accrédités, pour un total de près de 259 000 apprenants, l'institution financière internationale estime à près de 730 millions USD le coût du projet.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

| | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|-------|-------|-------|
| Investissement Direct Etranger | | | |
| Flux d'IDE entrants (millions USD) | -46 | 88 | 102 |
| Stocks d'IDE (millions USD) | 1.474 | 1.772 | 1.790 |
| Nombre d'investissements greenfield*** | 2 | 1 | 2 |
| IDE entrants (en % de la FBCF****) | 21,0 | n/a | n/a |
| Stock d'IDE (en % du PIB) | 39,7 | n/a | n/a |

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

| | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|--------|-------|-------|
| Indicateurs du commerce extérieur | | | |
| Importations de biens (millions USD) | 2.127 | 2.382 | 2.527 |
| Exportations de biens (millions USD) | 1.227 | 1.290 | 1.138 |
| Importations de services (millions USD) | n/a | 397 | n/a |
| Exportations de services (millions USD) | n/a | 530 | n/a |
| Importations de biens et services (croissance annuelle en %) | 13,7 | -3,5 | 3,7 |
| Exportations de biens et services (croissance annuelle en %) | 0,2 | 5,2 | 0,4 |
| Balance commerciale (hors services) (millions USD) | -1.033 | n/a | n/a |
| Commerce extérieur (en % du PIB) | 109,8 | 105,6 | 100,0 |
| Importations de biens et services (en % du PIB) | 67,6 | 62,8 | 59,5 |
| Exportations des biens et services (en % du PIB) | 42,2 | 42,8 | 40,5 |

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



Communiqué de presse

Casablanca, le 22 septembre 2021

Sanlam renforce sa présence au Mali et consolide ses activités d'assurance en Afrique Centrale et de l'Ouest

Sanlam a finalisé une transaction avec le Groupe NSIA visant à renforcer sa présence au Mali, via l'acquisition des activités d'Assurance Vie & Non-Vie de NSIA. Cette démarche est conforme à notre stratégie d'acquisitions ciblées pour conforter notre position parmi les trois premiers acteurs des marchés de l'assurance Vie et Non-Vie.

Aux termes de cette transaction, Sanlam cède également ses activités d'Assurance Non-Vie au Congo et en Guinée à la NSIA. En outre, Sanlam lui cédera ses activités d'Assurance Vie au Togo et au Gabon, tout en continuant à y développer son positionnement de leader dans ses activités Non-Vie. L'objectif est ainsi de réaliser l'ambition du Groupe de se hisser au rang des 3 premières compagnies d'assurance sur tous nos segments et marchés d'activités choisis.

Ces transactions traduisent l'ambition panafricaine de Sanlam, dont la réalisation nécessite l'acquisition d'une certaine taille sur chacun de ses territoires, à travers une croissance organique et une consolidation du marché par le biais d'acquisitions ciblées.

La cession de certaines activités offre aujourd'hui à Sanlam l'opportunité de mieux canaliser ses ressources et ses efforts. Le Groupe continuerait à apporter son soutien aux marchés et aux activités qui ne font plus partie de son périmètre via de nouvelles approches, y compris de futurs partenariats.

Par ailleurs, Sanlam continuera à déployer ses stratégies multinationales et panafricaines via ses plateformes à Casablanca et Lomé. Celles-ci poursuivront ainsi la coordination et la gestion habituelles de nos programmes via notre réseau SPA ou à travers des accords de partenariat.

En outre, Sanlam Group continuera également à explorer toutes les opportunités de croissance rentable ainsi que de nouveaux marchés, conformément à sa vision stratégique.

A noter, enfin, que l'ensemble de ces opérations demeure lié à l'obtention des autorisations statutaires et réglementaires nécessaires.

A propos de Sanlam Group :

Sanlam est un Groupe panafricain de services financiers coté aux bourses de Johannesburg, de Namibie et au A2X. À travers ses pôles d'activités Vie et Epargne regroupant les business units Retail Mass, Retail Affluent et Corporate ; Sanlam Emerging Markets; Sanlam Investment Group et Santam ; le Groupe apporte des solutions financières complètes et adaptées aux besoins de ses clients particuliers et corporate dans tous les segments de marché. Les domaines d'expertise de Sanlam couvrent l'Assurance-Vie et Non-vie, la planification financière, la retraite, les investissements et la gestion du patrimoine.

Fondé en 1918 en tant que compagnie d'Assurance-Vie, Sanlam a évolué pour devenir le plus grand Groupe de services financiers non-bancaires en Afrique, grâce à sa stratégie de diversification.

Basée en Afrique du Sud, Sanlam détient une participation directe dans des sociétés de services financiers en Namibie, au Botswana, au Swaziland, au Zimbabwe, au Mozambique, à Maurice, au Malawi, en Zambie, en Tanzanie, au Rwanda, en Ouganda, au Kenya et au Nigéria.

Le Groupe déploie également des activités d'assurance au Maroc, en Angola, en Algérie, en Tunisie, au Ghana, au Niger, au Mali, au Sénégal, en Guinée, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Togo, au Bénin, au Cameroun, au Gabon, en République du Congo, à Madagascar, Burundi et Lesotho.

Sanlam opère aussi en Inde, en Malaisie et au Royaume-Uni et dispose d'une présence ciblée dans certains marchés développés.

Pour plus d'informations sur Sanlam, consultez : www.sanlam.com

Sanlam Group :

Mme. Aïcha Lebsir

Directrice Marketing & Communication de Sanlam Pan Africa

GSM : +212 664 725 497

Mail : aicha.lebsir@ma.sanlam.com

Financement vert au Kenya

African Guarantee Fund s'associe à Co-operative Bank

African Guarantee Fund (Fonds africain de garantie) vient de signer un accord de garantie de portefeuille de prêts avec la Co-operative Bank of Kenya d'un montant de 7,5 millions USD pour accroître le financement des transactions vertes au Kenya.



● Joël YANCLO

La facilité de garantie permettra à Co-operative Bank, d'une part, de renforcer son engagement dans le financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et d'autre part, de promouvoir les entreprises émergentes au Kenya impliquées dans l'énergie verte et des projets d'installation solaire. Le directeur du développement commercial du Groupe AGF, Franck Adjagba, a réaffirmé l'engagement d'AGF dans la promotion d'une croissance économique durable dans le pays. Il a déclaré dans un communiqué de presse que « les banques au Kenya ont un besoin urgent d'instruments d'atténuation des risques pour soutenir leurs activités de prêt aux PME. Cependant, nous devons viser la croissance économique sans dégrader l'environnement. La durabilité améliore la qualité de nos vies, protège notre écosystème et préserve les ressources naturelles pour les générations futures. Notre partenariat avec Co-operative bank reflète aujourd'hui notre engagement à accroître le financement des

entreprises du secteur vert. Selon les chiffres publiés par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, l'augmentation de la demande et les progrès technologiques ont contribué à la baisse significative des coûts des systèmes solaires photovoltaïques (pv) au fil des ans. Les coûts solaires ont chuté de plus de 80 % depuis 2010, tandis que le coût actualisé de l'énergie générée par les centrales solaires à grande échelle est inférieur à 10 Kes/kwh, contre environ 38 Kes/kwh il y a dix ans. Les chiffres indiquent en outre qu'entre 2018 et 2019 seulement, le prix de l'énergie solaire a baissé de 13%. Commentant ces statistiques, la directrice de la banque coopérative, Corporate and Institutional Banking, Jacquelyne Waithaka, a déclaré que « le défi que les banques et autres financiers ont eu en ce qui concerne l'énergie solaire est celui des titres offerts en garantie de crédit. Les panneaux solaires et les onduleurs ne sont pas une sécurité privilégiée car ils ne sont pas facilement revendus en cas de défaut. Le partenariat de Co-operative Bank avec AGF a créé un

instrument qui donnera à la banque la capacité de financer efficacement des programmes d'énergie solaire. » Les coûts de l'énergie sont parmi les coûts d'intrants les plus lourds dans de nombreuses MPME. Ce partenariat devrait avoir un impact positif sur les micros, petites et moyennes entreprises dans le secteur manufacturier, l'industrie légère et l'agro-industrie en réduisant le coût des affaires, les rendant ainsi plus compétitives. Pour l'environnement, une adoption réussie du programme conduira à la réduction des émissions de dioxyde de carbone. Il est également prévu qu'à mesure que les prix des solutions solaires baissent et qu'AGF continue de développer d'autres produits, un plus grand nombre de Kenyans s'offriront des produits et services d'énergie renouvelable », a-t-elle ajouté. Grâce à ce partenariat, Co-operative Bank sera en mesure de profiter des opportunités suivantes à ses clients à travers le pays : Upselling trade solutions ; Opportunités d'intégration des contreparties ; Croissance de la commission commerciale et intégration de nouveaux comptes de package MPME.



Afrique

EDFI ElectriFI finance les kits solaires d'Amped

Le fournisseur de solutions d'accès à l'électricité via l'énergie solaire signe un partenariat avec EDFI ElectriFI (Electrification Financing Initiative). Cet organisme financé par l'Union européenne (UE) accorde une facilité de fonds de roulement de 6 millions de dollars à Amped Innovation.

La facilité de fonds de roulement accordée par EDFI ElectriFI (Electrification Financing Initiative) est destinée à soutenir les activités d'Amped Innovation en Afrique. Dans cette facilité de crédits renouvelables, 4 millions de dollars seront accordés dans le cadre de la facilité globale d'EDFI ElectriFI, un mécanisme financé par l'Union européenne (UE). L'autre partie du financement, 2 millions de dollars sera issue de la fenêtre pays du Nigeria. Ce pays d'Afrique de l'Ouest fait partie des principaux marchés d'Amped. L'entreprise basée dans l'État de Californie aux États-Unis d'Amérique distribue des systèmes solaires domestiques, essentiellement pour les ménages ruraux, en mettant en place des solutions de paiement par petit montant. Aussi, la société cofondée par Kurt Kuhlmann et Andi Kleissner fournit d'autres équipements fonctionnant à



l'énergie solaire, notamment les réfrigérateurs, les pompes à eau ou encore les téléviseurs. « La facilité de fonds de roulement d'EDFI accélérera le déploiement des solutions d'accès à l'énergie d'Amped dans plus de 20 pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. À chaque nouvelle commande d'un client, Amped peut faire appel à la facilité d'EDFI pour financer l'achat de stocks. Cette disponibilité de liquidités est cruciale. Elle permet de lisser les flux de trésorerie juste au moment où ils sont nécessaires dans le cycle de production de la fabrication »,

explique Andrea Kleissner. La transaction entre les deux parties est soutenue par Abuja, ainsi que par la délégation de l'UE au Nigeria. Outre la facilité de fonds de roulement, l'entreprise bénéficie des services de conseil et de facilitation du programme européen GET.invest qui vise à soutenir les investissements des entreprises privées dans les énergies renouvelables. EDFI ElectriFI estime que le nouveau partenariat permettra à Amped de fournir l'accès à l'électricité à 500 000 personnes principalement en Afrique.

Avec afrik21

Afrique

Le marché des cryptomonnaies a connu une croissance de 1 200%

Les cryptomonnaies ont la cote en Afrique. Selon un rapport de Chainalysis publié en août dernier, six pays du continent figurent dans le top 20 des pays selon le niveau d'adoption de ces actifs numériques. La firme de recherche donne plus de détails.

Dans une note publiée la semaine dernière sur son blog, Chainalysis a indiqué que le marché africain des cryptomonnaies a enregistré une croissance de plus de 1 200% en matière de valeur reçue entre juillet 2020 et juin 2021. Bien que le continent présente la plus petite économie de cryptomonnaies de toutes les régions étudiées par la firme avec 105,6 milliards \$ reçus au cours de la période, il présenterait l'un des marchés les plus dynamiques et la croissance la plus rapide au monde dans le secteur. L'Afrique a, apprend-on, une part importante de son volume global de transactions constitué de transferts de détail (7% contre une moyenne mondiale de 5,5%) et les transferts interrégionaux représentent 96% du marché (contre 78% pour toutes les régions combinées). Chainalysis suggère une plus grande adoption au niveau local par les utilisateurs quotidiens, une hypothèse justifiée par la popularité accrue des plateformes P2P (comme LocalBitcoins et Paxful) sur le continent, plus que dans toutes les autres régions. Selon la firme, de nombreux utilisateurs africains s'ap-

puient sur ces plateformes, non seulement pour accéder aux cryptomonnaies, mais aussi pour les transferts de fonds et même les transactions commerciales. Les transferts interrégionaux représentent également une part plus importante du marché des cryptomonnaies en Afrique que dans toute autre région, avec 96 % du volume total des transactions, contre 78 % pour toutes les régions combinées.

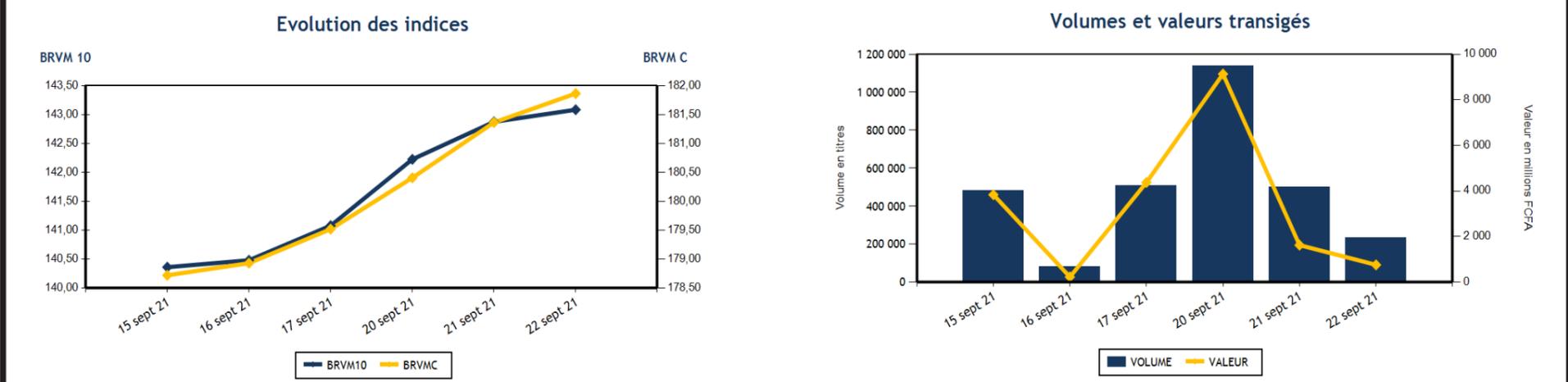
Popularité croissante des plateformes P2P

Si les plateformes P2P sont aussi populaires en Afrique, c'est en partie parce que certains pays ont rendu difficile pour les clients d'envoyer de l'argent aux entreprises de cryptomonnaies à partir de leurs comptes bancaires, soit via l'adoption de lois, soit en instruisant les banques de ne pas faciliter ces transferts. Le Nigeria, par exemple, se classe dans la dernière catégorie. « Binance était de loin la plateforme la plus populaire, mais après l'interdiction de la Banque centrale, beaucoup se dirigent vers les plateformes P2P, comme Paxful et Remitano », a déclaré Adedeji Owonibi (pho-

to), PDG et fondateur d'une société nigérienne de conseil en blockchain, Convexity. Il a aussi précisé qu'une grande partie de l'activité P2P se déroule dans des chats de groupe informels sur des applications de messagerie comme Whatsapp et Telegram, plutôt que sur des plateformes conventionnelles, ce qui laisse penser que les volumes estimés pourraient être encore plus élevés. « Le commerce P2P informel est énorme au Nigeria sur Whatsapp et Telegram. J'ai vu des jeunes et des hommes d'affaires dans ces groupes effectuer des transactions de plusieurs millions avec des marchands de gré à gré populaires », a-t-il indiqué. Ces nouvelles données apportent plus de précisions sur les tendances du marché africain de cryptomonnaies. Rappelons que selon un classement du même Chainalysis sur le niveau d'adoption de ces actifs dans le monde, plusieurs pays africains, en l'occurrence le Kenya, le Nigeria, le Togo, l'Afrique du Sud, le Ghana ou encore la Tanzanie, figurent dans le peloton de tête.

Avec Agence Ecofin

| | | | | |
|---------------------------|-----------------|-----------------------------|----------------------------|---|
| BRVM 10 | 143,09 | | BRVM Composite | 181,87 |
| Variation Jour | ↑ 0,15 % | BULLETIN OFFICIEL DE | Variation Jour | ↑ 0,28 % |
| Variation annuelle | ↑ 9,33 % | LA COTE | Variation annuelle | ↑ 25,11 % |
| | | N° 183 | mercredi 22 septembre 2021 | Site : www.brvm.org |



| Actions | Niveau | Evol. Jour |
|---|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 5 473 370 852 626 | 0,28 % |
| Volume échangé (Actions & Droits) | 234 350 | -31,93 % |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits) | 759 299 085 | 37,88 % |
| Nombre de titres transigés | 42 | 0,00 % |
| Nombre de titres en hausse | 15 | -31,82 % |
| Nombre de titres en baisse | 13 | 44,44 % |
| Nombre de titres inchangés | 14 | 27,27 % |

| Obligations | Niveau | Evol. Jour |
|---------------------------------|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 7 086 053 775 673 | 0,12 % |
| Volume échangé | 90 | -99,94 % |
| Valeur transigée (FCFA) | 918 000 | -99,91 % |
| Nombre de titres transigés | 4 | -77,78 % |
| Nombre de titres en hausse | 3 | |
| Nombre de titres en baisse | 0 | -100,00 % |
| Nombre de titres inchangés | 1 | -90,00 % |

PLUS FORTES HAUSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|---------------------------|-------|------------|----------------|
| BANK OF AFRICA BF (BOABF) | 5 480 | 7,45 % | 46,13 % |
| ORAGROUP TOGO (ORGT) | 4 345 | 7,02 % | 4,70 % |
| BANK OF AFRICA NG (BOAN) | 4 700 | 4,33 % | 34,29 % |
| SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC) | 1 550 | 3,68 % | 25,00 % |
| BICI CI (BICC) | 6 300 | 3,28 % | -5,69 % |

PLUS FORTES BAISES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|-------------------------------------|---------|------------|----------------|
| SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC) | 4 000 | -6,98 % | 0,00 % |
| SETAO CI (STAC) | 670 | -2,90 % | 0,00 % |
| SOLIBRA CI (SLBC) | 102 000 | -2,86 % | 0,00 % |
| CFAO MOTORS CI (CFAC) | 835 | -1,76 % | 0,00 % |
| UNIWAX CI (UNXC) | 2 015 | -1,23 % | 0,00 % |

INDICES SECTORIELS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|--------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE | 12 | 85,95 | -1,27 % | 137,10 % | 13 153 | 49 991 530 | 20,84 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 4 | 443,00 | 0,00 % | 7,93 % | 41 857 | 141 286 910 | 7,84 |
| BRVM - FINANCES | 15 | 69,28 | 0,86 % | 15,49 % | 154 732 | 528 869 395 | 14,58 |
| BRVM - TRANSPORT | 2 | 533,82 | 2,29 % | 40,96 % | 5 704 | 11 817 480 | 8,90 |
| BRVM - AGRICULTURE | 5 | 197,26 | 0,15 % | 127,94 % | 1 582 | 6 023 830 | 12,90 |
| BRVM - DISTRIBUTION | 7 | 337,38 | -0,13 % | 49,00 % | 16 968 | 21 068 980 | 20,83 |
| BRVM - AUTRES SECTEURS | 1 | 826,70 | -2,90 % | 139,28 % | 354 | 240 960 | 3,88 |
| BRVM - PETITES CAPITALISATIONS | - | - | - | - | - | - | - |

| Indicateurs | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|-------------------------------------|------------------|---------|
| PER moyen du marché | 12,10 | |
| Taux de rendement moyen du marché | 6,50 | |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 7,53 | |
| Nombre de sociétés cotées | 46 | |
| Nombre de lignes obligataires | 95 | |
| Volume moyen annuel par séance | 267 535,00 | |
| Valeur moyenne annuelle par séance | 1 594 562 268,05 | |

| Indicateurs | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|----------------------------------|-----------------|---------|
| Ratio moyen de liquidité | 1,96 | |
| Ratio moyen de satisfaction | 36,54 | |
| Ratio moyen de tendance | 1 860,57 | |
| Ratio moyen de couverture | 5,37 | |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,02 | |
| Prime de risque du marché | 2,36 | |
| Nombre de SGI participantes | 28 | |

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

| | | | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|---|---|
| | | | | | | | |
| <small>BENIN Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle Cotonou 01 BP 2005 Cotonou Tél : (229) 21 31 21 28 Fax : (229) 21 31 20 77</small> | <small>BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 600 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19</small> | <small>CÔTE D'IVOIRE Bourse Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA 01 BP 2002 Abidjan 01 Tél : (225) 20 31 95 50 Fax : (225) 20 32 47 77</small> | <small>GUINÉE-BISSAU Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte-Bissau, Avenue Pansau Nelson CP 88 Bissau Tél : (245) 320 16 52 Fax : (245) 320 16 02</small> | <small>MALI Immeuble SONAVE, ACI 2000 Hamdallaye B.P. E. 1306 - Bamako Tél : (223) 44 90 10 10 Fax : (223) 44 90 18 11</small> | <small>NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Niger, Place de la concertation BP 13 200 Niamey Tél : (227) 20 73 88 02 Fax : (227) 20 73 69 47</small> | <small>SENEGAL 7, rue Jean Mermoz BP: 6006, Dakar - Plateau Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06</small> | <small>TOGO 4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble S23 Togo BP : 3062 Lomé Tél : (228) 22 61 23 16 Fax : (228) 22 28 33 41</small> |

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Travail

Deux millions de personnes meurent chaque année

L'OMS et l'OIT ont fait des comptes funestes : hors pandémie, près de 2 millions de personnes meurent chaque année dans des accidents du travail ou des maladies professionnelles.

En 2016, près de 2 millions de personnes sont décédées d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un chiffre en légère hausse depuis 2000, et que la pandémie va encore alourdir, a indiqué l'ONU, vendredi. Il s'agit des premières estimations historiques communes de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'Organisation internationale du travail (OIT). Elles portent sur la période 2000-2016. Elles ne prennent donc pas en compte la pandémie de Covid-19, qui, selon un précédent rapport de l'OMS, a accéléré la tendance à travailler pendant de plus longues heures, qui est le risque principal des décès liés au travail. Le rapport ne se penche pas sur les maladies transmissibles, mais la pandémie, au cours de laquelle de nombreux professionnels de santé sont décédés, après avoir été infectés sur leur lieu de travail, est «l'occasion d'examiner cette question à l'avenir», a reconnu le Dr Frank Pega, expert à l'OMS, en conférence de presse. En 2016, près de 1,9 million de personnes sont mortes d'accidents ou de maladies professionnelles, tandis qu'en 2000 ce chiffre s'élevait à 1,7 million.

Le cancer asiatique

Le rapport recense un nombre disproportionné de décès liés au travail chez les travailleurs d'Asie du Sud-Est et du Pacifique occidental, ainsi que chez les hommes et les personnes âgées de plus de 54 ans. «Personne ne devrait tomber malade



• Le directeur général de l'Organisation internationale du Travail, Guy Ryder. AFP

ou mourir en faisant son travail», ont affirmé les directeurs généraux de ces deux organisations, Tedros Adhanom Ghebreyesus et Guy Ryder, dans le rapport. «Ces près de 2 millions de décès prématurés sont évitables», a relevé la directrice du département Environnement, Changement climatique et Santé à l'OMS, dans un communiqué. L'étude examine 19 facteurs de risque professionnels, notamment les substances qui provoquent de l'asthme, les agents cancérogènes ou encore les facteurs de risque ergonomiques et le bruit. Le risque principal était l'exposition à de longues heures de travail: en 2016, environ 750'000 personnes sont mortes, notamment d'un accident vasculaire cérébral (AVC), pour avoir travaillé au moins 55 heures par semaine, selon l'OMS. L'exposition à la pollution atmosphérique (particules, gaz et fumées) sur le lieu de travail a entraîné pour sa part 450'000 décès.

«Choquant»

Les maladies non transmis-

sibles étaient en 2016 responsables d'environ 80% des décès. La principale cause de décès étaient les pneumopathies obstructives chroniques qui, selon le rapport, ont tué en 2016 quelque 450'000 personnes, les AVC (400'000 décès) et les cardiopathies ischémiques (350'000 morts). Les accidents professionnels ont provoqué à eux seuls la mort de 360'000 personnes par an, soit près de 20% des décès liés au travail. «Il est choquant de voir qu'autant de personnes sont littéralement tuées par leur travail», a indiqué le Dr Tedros, appelant les pays et entreprises à améliorer et protéger la santé et la sécurité des travailleurs. Les maladies et les traumatismes liés au travail mettent les systèmes de santé à rude épreuve, font reculer la productivité et peuvent avoir un impact catastrophique sur les revenus des ménages, souligne le rapport.

(AFP)

New York

Google veut acquérir un immeuble de bureaux pour deux milliards

Déjà locataire de bureaux à Manhattan, Google veut acheter l'immeuble qui les abrite, pour une coquette somme. Histoire de s'enraciner à New York en y créant un campus.

Google a annoncé, mardi, son intention d'acheter un immeuble de bureaux new-yorkais, sur l'île de Manhattan, pour un montant de 2,1 milliards de dollars (1,95 milliard de francs), confirmant sa volonté de continuer à s'implanter dans la métropole américaine, malgré la généralisation du télétravail. Selon le cabinet Real Capital Analytics, cité par le «Wall Street Journal», il s'agirait, depuis le début de la pandémie, du plus gros achat immobilier aux États-Unis pour un bâtiment abritant des bureaux. Google loue déjà ces locaux, qui se trouvent sur

le site d'un ancien terminal ferroviaire (St. Johns Terminal), dans le quartier de Hudson Square, au sud-ouest de Manhattan, près de la rivière Hudson.

Trois bâtiments pour son siège new-yorkais

Le géant californien souhaite ouvrir, d'ici à la mi-2023, un campus d'une superficie totale de près de 160'000 mètres carrés (l'équivalent de quinze terrains de football) et en faire son siège new-yorkais, en charge notamment des ventes et des partenariats. Le site final doit s'étendre sur trois bâtiments,

répartis entre Hudson Street et Washington Street. La construction de deux d'entre eux est déjà achevée. L'entreprise, dont le siège principal est à Mountain View, en Californie, possède plusieurs bâtiments à New York: elle a racheté, en mars 2018, le Chelsea Market, célèbre bâtiment du quartier de Chelsea, pour 2,4 milliards de dollars (2,2 milliards de francs), où se situent entre autres les bureaux de sa filiale YouTube. En 2010, elle avait acquis un immeuble situé en face du Chelsea Market, pour 1,77 milliard de dollars (1,63 milliard de francs).

(AFP)

Finance

Universal Music fait son entrée en Bourse

Mardi, la Bourse d'Amsterdam a bien accueilli l'entrée sur le marché de la plus grande major mondiale de la musique.

La plus grande major mondiale de l'industrie musicale Universal Music Group (UMG) a fait une entrée fracassante pour son premier jour de cotation mardi à la Bourse d'Amsterdam, faisant s'envoler la valorisation de l'entreprise à plus de 44 milliards d'euros. Le milliardaire français Vincent Bolloré avait pris le contrôle d'Universal via Vivendi en 2014. Universal est géré depuis Santa Monica, aux portes de Los Angeles aux États-Unis, et a su traverser la crise du MP3 et du piratage de la musique pour se réinventer en engrangeant des milliards de dollars de revenus par le streaming.

Moment opportun

Universal possède notamment les célèbres studios Abbey Road, qui ont abrité les Beatles et Lady Gaga, ou encore Kanye West et Amy Winehouse, de EMI Records (Justin Bieber, Keith Richards, Metallica) et de Capitol Records (Katy Perry, Paul McCartney). Tout le catalogue Bob Dylan a rejoint l'an dernier Universal. Jugeant le moment opportun, Vincent Bolloré avait décidé d'introduire Univer-



• Universal possède notamment les célèbres studios Abbey Road. Reuters

sal en bourse cette année et de distribuer 60% des actions aux actionnaires existants de Vivendi, dont lui-même, qui ont réalisé une belle opération mardi.

Devant Sony et Warner

Le titre d'Universal s'échangeait à 24,85 euros vers 09h30 GMT, après avoir été négocié dans les premiers échanges au-dessus de 25 euros soit près de 38% au-dessus de son prix d'introduction, fixé à 18,50 euros lundi soir. Ce prix initial de référence aurait dû valoriser UMG à 33,5 milliards d'euros mais le prix de cotation actuelle porte sa valorisation bien au-delà, à environ

44,6 milliards d'euros. «Le niveau plus élevé du cours de l'action à l'ouverture montre que les investisseurs ont une bonne opinion de l'entreprise», commente pour l'AFP Casper de Vries, professeur à l'Université Erasmus de Rotterdam. «Mais nous devons nous rappeler que la journée n'est pas encore terminée», ajoute-t-il, laissant entendre qu'aucune séance n'est à l'abri de montagnes russes. Dans le même temps, le cours de Vivendi, coté à la Bourse de Paris, chutait de 13,81% à 11,22 euros. Le groupe ne détient désormais plus que 10,13 % du capital d'UMG.

(AFP)

Record

Le champion des NFT Sorare lève 680 millions de dollars

C'est un nouveau record pour le secteur de la tech en France. Une start-up a créé un jeu, qui utilise la technologie de la blockchain, en lien avec les joueurs de football.

La start-up Sorare, qui mise sur la technologie émergente des NFT pour créer un jeu en ligne d'échange de vignettes de joueurs de football, a levé 680 millions de dollars (629 millions de francs), nouveau record pour le secteur de la tech en France. Avec une valorisation de 4,3 milliards de dollars, la très jeune entreprise parisienne – fondée en 2018 – revendique déjà la première place des «licornes» françaises (des sociétés non cotées valant plus d'un milliard). «Notre ambition est de créer le premier groupe au monde de divertissement dans l'univers du sport», a déclaré à l'AFP le cofondateur de l'entreprise, Nicolas Julia. «Ce montant nous permet de nous concentrer sur notre produit jusqu'à une potentielle introduction en Bourse d'ici quelques années», a-t-il ajouté.

Précédent record

L'opération est menée par le conglomérat japonais Softbank, à la manoeuvre dans le précédent record datant de mai 2021, qui avait permis au spécialiste du web ContentSquare de lever 500 millions de dollars. Le tour de table associe également

les fonds Atomico, Bessemer Ventures, Blisce, D1 Capital, Eurazeo, IVP et Liontree, ainsi que les investisseurs historiques (Benchmark, Accel, Partech), selon un communiqué publié mardi. Ces derniers avaient fourni 40 millions d'euros à l'entreprise lors d'une première levée de fonds en mars.

Blockchain et spéculation

Sorare n'a encore jamais fait de publicité, mais a su s'appuyer sur la renommée de certains de ses investisseurs, notamment les joueurs Gerard Piqué, Rio Ferdinand, Antoine Griezmann, et César Azpilicueta. Les deux cofondateurs de l'entreprise restent «majoritaires», a indiqué Nicolas Julia à l'AFP. «Sorare se positionne au croisement de deux secteurs très stimulants: les objets digitaux à collectionner et les «fantasy sports» (jeux sportifs virtuels, NDLR)», a expliqué Marcelo Claire, directeur général de SoftBank. Dans ce jeu, qui utilise la technologie de la blockchain, les utilisateurs peuvent acheter et vendre des images représentant des joueurs dont la

valeur dépend des performances lors de matches réels. Sorare revendique plus de 250'000 joueurs actifs, dont entre 30'000 et 40'000 qui possèdent une carte de joueur sous forme de NFT, c'est-à-dire dont la rareté est garantie. Les échanges monétaires se font en Ether, une cryptomonnaie. Sur le site, les montants sont pourtant bien indiqués en euros, et s'envolent très vite. Mardi matin, il fallait déjà investir plus de 26'000 euros pour pouvoir enchérir sur la première des 10 cartes «Super Rare» de Lionel Messi au PSG pour la saison 2021-2022. Des joueurs bien moins connus étaient «vendus» quelques euros, tandis qu'à la revente, certaines cartes atteignent plusieurs millions, des biens virtuels mais très spéculatifs. Le modèle économique de Sorare provient aujourd'hui de la vente des cartes, puis à l'avenir d'une commission lors du mercato. Le site permet aussi aux nouveaux utilisateurs de découvrir le jeu avec des cartes gratuites illimitées.

(AFP)

Rendez-vous économiques

| EVENEMENTS | DATE | LIEUX | ORGANISATEURS/CONTACTS |
|---|-------------------------|------------------------|---|
| Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 » | 28 Octobre 2021 | Virtuel | https://www.uneca.org |
| Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur | 7 au 10 septembre 2021 | France | global-industrie.com |
| RDC-Afrique Business Forum | 13 au 14 septembre 2021 | Kinshasa et Virtuel | https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum |
| Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers | 21 au 23 septembre 2021 | Amsterdam, Pays-Bas | europe.money2020.com |
| Forum politique de la société civile | 27 Septembre 2021 | Virtuel | civilsociety@worldbank.org |
| Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique | 28 au 30 septembre 2021 | Virtuel | Néant |
| Les Rencontres Africa | 05 au 07 octobre 2021 | Lomé, Togo | https://rencontresafrika.org/ |
| 2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021) | 15 au 21 novembre 2021 | Durban, Afrique du Sud | https://www.intrafricantradefair.com/ |
| Conférence économique africaine | 2 au 4 décembre 2021 | Cap Vert | https://www.africa.undp.org |
| 36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord | 23 au 26 Novembre 2021 | Marrakech, Maroc | https://www.uneca.org |
| Sommet sur l'énergie et l'économie | 22 et 23 novembre 2021 | Libye | https://ecotechquebec.com |

HOROSCOPE finance

Bélier Pluton mal placé dans votre Ciel vous soufflera de mauvaises idées. Même si vous avez des dépenses à faire, essayez de limiter les achats au strict minimum, sans quoi vous auriez ensuite beaucoup de mal à retrouver l'équilibre.

Taureau L'action de Pluton sur le plan financier pourra se traduire par certaines déceptions ou retards dans les rentrées d'argent pour quelques natifs, ou des dépenses imprévisibles pour d'autres. Au contraire, les natifs du troisième décan se révéleront habiles et chanceux dans les transactions et tractations diverses ; ils bénéficieront également de bons investissements immobiliers.

Gémeaux Vous vous occuperez sérieusement de la gestion de vos finances et prendrez des mesures énergiques. En d'autres termes, vous tâcherez de vous limiter strictement aux dépenses indispensables, sachant que souvent "c'est pour le superflu que l'on sue" (Sénèque). Vous ne risquez donc aucunement d'avoir des problèmes pécuniaires cette fois.

Cancer Quelques inquiétudes si vous avez vidé votre compte en banque. Avec l'aide de Saturne, vous parviendrez à retrouver l'équilibre ; alors, ne laissez pas vos problèmes pécuniaires actuels vous plonger dans l'insomnie. Mais si vous continuez à dépenser sans compter, vous ne vous en sortirez sûrement pas !

Lion Vous n'attendrez pas pour régler certains problèmes financiers. Au contraire, vous chercherez une solution aussi rapide que possible. Toutefois, en cas d'affaire litigieuse, demandez l'avis d'un expert.

Vierge Placée sous les auspices bénéfiques de Saturne, cette journée sera celle de la réussite financière. Ce sera le moment de prendre des risques, de spéculer. La chance vous soutiendra de manière insolente, vous permettant d'augmenter sensiblement vos gains avec un minimum d'efforts. Il faudra cependant éviter de se laisser griser par le succès, de tomber dans le piège d'une vie facile, avec la possibilité de se retrouver finalement sous le pont du clochard !

Balance Moment rêvé pour signer des contrats, pour acquérir des biens, ou encore pour effectuer des transactions financières ou immobilières. En tout cas, vous pourrez améliorer votre situation matérielle de façon spectaculaire.

Scorpion Bonne gestion des finances familiales. L'influence de Neptune vous sera très utile parce qu'elle vous mettra du plomb dans la cervelle. Abstenez-vous de projeter des opérations d'envergure.

Sagittaire Ne vous lancez pas dans des opérations financières douteuses, particulièrement si elles affectent des tierces personnes dépendant de vous. Patientez encore quelque temps avant de tenter votre chance avec un certain bonheur, car l'ambiance astrale de la journée ne vous sera guère favorable.

Capricorne Avec la configuration astrale de ce jour, ce sera le moment idéal pour consolider votre situation matérielle, réaliser des transactions immobilières profitables, préparer votre retraite ou assurer l'avenir des vôtres. Vous voyez, "il n'y a pas que des épines sur les rosiers, il y a aussi des roses" (Thai Hoa).

Verseau Pluton en cet aspect pourra fragiliser votre situation financière si vous avez contracté des emprunts à tout va. Vous risquez une fois de plus de vous retrouver devant de délicats problèmes d'échéances. Mais le passage du Soleil devrait vous aider à vous en sortir, à condition que vous preniez le taureau par les cornes : négociez avec votre banquier et, surtout, oubliez pour l'instant vos nouvelles envies d'achats.

Poissons Le domaine financier suivra un cours paisible. Vos ressources seront saines et bien gérées. Les rentrées seront régulières, stables. Vous serez tenté de faire des cadeaux à ceux que vous aimez, en particulier à l'être cher et d'autant plus si vous songez à convoler.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

APPEL DE CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE JEUNES DIPLOMES

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), bras financier de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est une institution financière internationale appartenant aux 15 Etats membres de la CEDEAO que sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son siège est à Lomé en République Togolaise.

La BIDC s'est assignée pour mission de contribuer à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'Ouest économiquement forte, industrialisée, prospère et parfaitement intégrée tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités offertes par la mondialisation. Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de jeunes diplômés, la BIDC souhaite recruter des jeunes diplômés des universités et grandes écoles de la sous-région ouest africaine et de la diaspora.

Présentation du programme

Le programme de recrutement de jeunes diplômés vise des jeunes diplômés de haut niveau âgés de moins de trente (30) ans lors du recrutement. Les candidats sélectionnés seront nommés jeunes cadres en formation à la Banque pour un contrat à durée déterminée (CDD) de deux (2) ans. Ils devront passer une période d'essai de six (6) mois pendant laquelle les parties peuvent rompre leur engagement sans préavis, et s'ils donnent satisfaction pendant les deux ans de contrat à durée déterminée (CDD), leurs nominations seront transformées en contrat à durée indéterminée, c'est-à-dire qu'ils deviennent membres du personnel permanent. Pendant la période de contrat à durée déterminée (CDD), ils seront affectés de manière rotative dans les divers départements de manière à comprendre leur fonctionnement et à intégrer une équipe au sein de laquelle ils apporteront des contributions judicieuses. En outre, ils relèveront de cadres supérieurs et se familiariseront avec les divers départements, politiques et programmes de développement de la Banque.

Conditions d'éligibilité

Peuvent postuler à ce programme, les candidats ressortissants des pays membres de la CEDEAO remplissant les conditions suivantes :

- être âgé de 30 ans au plus lors du recrutement ;
- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures de type bac +5 (MASTER, DESS) ou un diplôme équivalent en adéquation avec les opérations de la Banque, notamment les opérations du secteur privé, les opérations du secteur public, les infrastructures, la gestion des risques, la gestion actif/passif, les finances, l'audit, les conseils juridiques, la communication et le marketing, les services linguistiques, ou dans tout autre domaine d'études pertinent pour les opérations de la Banque;
- être apte à travailler en équipe et sous pression dans un contexte multiculturel ;
- avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse, sens de l'organisation, de planification et de fixation de priorités ;
- disposer d'une bonne maîtrise des techniques de recherche d'informations pertinentes (analyses bancaires, statistiques, suivi des tendances concurrentielles, etc.), en provenance de sources externes, principalement électroniques et autres médias reconnus sur le plan professionnel;
- avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Excel, Word, Access et Power Point) ;
- disposer d'une excellente capacité à communiquer en français et/ou anglais et/ou portugais, et une bonne connaissance d'une des deux autres langues).

Conditions de service

Conformément aux dispositions qui régissent le programme, les jeunes diplômés sont affectés dans des départements pour répondre à des besoins précis et ne sont pas recrutés pour pourvoir des postes vacants. Ils sont toutefois considérés comme des fonctionnaires de la banque pour la durée de leur nomination et jouissent des conditions de services correspondant au grade P1-1 de la grille de classification et de rémunération de la Banque.

Au salaire correspondant à ce grade, viendront s'ajouter des indemnités diverses (ajustement de poste, indemnités de logement et de transport, allocations familiales le cas échéant). En outre, les jeunes diplômés seront affiliés à la caisse de retraite de la Banque et bénéficieront pendant la période de leur nomination de la couverture d'une assurance groupe couvrant les risques suivants : décès et invalidité permanente, totale et définitive, incapacité temporaire de travail, invalidité permanente partielle, maladie, individuelle accidents.

Procédure et critères de recrutement

Les candidats présélectionnés sur dossier seront convoqués pour subir des épreuves écrites et orales au siège de la Banque à Lomé. Les tests et interviews de recrutement devront permettre d'évaluer entre autres :

- les connaissances techniques,
- le potentiel des candidats,
- la personnalité et degré de motivation,
- la maîtrise de l'outil informatique,
- les connaissances linguistiques et aptitudes rédactionnelles dans deux (2) au moins des trois (3) langues de travail de la Banque.

Composition du dossier de candidature

Les candidats intéressés et remplissant les conditions ci-dessus sont invités à envoyer à la Banque leur dossier de candidature comportant les documents ci-après :

- un curriculum vitae détaillé,
- les copies des diplômes,
- une copie de la carte d'identité ou du passeport,
- une copie d'acte de naissance.
- une lettre de motivation donnant les raisons de la demande de participation au programme, le ou les domaines techniques d'intérêt avec les raisons, les expériences pertinentes et les perspectives de carrière.

Les candidats intéressés doivent soumettre, au plus tard le **29 octobre 2021**, leurs dossiers de candidature en version papier dans une enveloppe scellée portant la mention « **Programme de recrutement de jeunes professionnels – 2022** » et adressée à :

BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO (BIDC)

128, Boulevard du 13 janvier, B.P. 2704, Lomé – Togo.

Tél : +228 22 21 68 64

N.B. : Seuls les candidats présélectionnés seront invités à un entretien. La BIDC se réserve le droit de retirer les postes vacants notifiés ou d'offrir un poste à un grade inférieur.

Covid-19**La quarantaine obligatoire levée à l'aéroport de Lomé**

Le ministre en charge de la santé, le Professeur Moustafa Mijiyawa a annoncé la levée de la quarantaine obligatoire imposée aux passagers de certains pays du monde à travers une lettre en date du 22 Septembre 2021 au directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile.

● Bernard AFAWOUBO

Les passagers venant de sept pays du monde notamment le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde, du Royaume-Uni, la Russie, le Portugal et la Tunisie seront désormais traités comme les passagers venant des autres pays puisque le ministre en charge de la santé, le Professeur Moustafa Mijiyawa vient de lever la quarantaine obligatoire imposée à eux. C'est à travers une lettre du ministre en charge de la santé au directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile en date du 22 Septembre 2021. « La mesure par laquelle je vous avais demandé de mettre systématiquement en quarantaine les passagers en provenance de



Brésil, de l'Afrique du Sud, de l'Inde, du Royaume-Uni, de la Russie, du Portugal et de la Tunisie, est désormais levée » a indiqué le Professeur Moustafa Mijiyawa, ministre de la santé dans la lettre. « Passagers sont à traiter de la même manière que ceux venant des autres pays », précise la lettre. En effet,

cette décision qui consistait de mettre en quarantaine les passagers venant de ces pays pour une durée de 3 à 10 jours a été prise en raison de la virulence de variant du coronavirus dans les pays suscités. Il faut souligner que la situation dans ces pays étant améliorée, il urge pour le Togo d'alléger ses mesures.

Riziculture**A Djagblé, les femmes s'organisent pour repousser les oiseaux**

C'est la routine des femmes rizicultrices de Djagblé (banlieue nord de Lomé). Une manœuvre très épuisante qui dure plus d'un mois, le temps que le riz arrive à maturité.

Arrivé à l'état de croissance, le riz devient la cible des oiseaux dans la rizière. Et pour contrer ces ravageurs ailés, les producteurs et productrices sont obligés de s'organiser pour monter la garde et empêcher ces oiseaux de détruire le riz avant la maturité. Très matinal, Maman Manassé a déjà pris position dans son champ rizicole dans la plaine de Djagblé. Elle témoigne à agridigitale.net, que c'est une véritable routine surtout qu'il faut y être depuis le premier chant du coq jusqu'au coucher du soleil. "Pour repousser les oiseaux, nos maris viennent déjà dans le champ à 5h du matin. A 8h, nous prenons le relais jusqu'au soir à 18h au coucher du soleil. Notre méthode consiste à crier, à sonner des clochettes pour faire du bruit et repousser les oiseaux", rapporte-t-elle. Selon elle, les oiseaux plongent en colonie dans le champ et sucent la sève du riz en pleine



● Maman Manassé en position pour crier et sonner des clochettes pour repousser les oiseaux (image AGD/S.A)

croissance. Après avoir sucé, ils ne laissent aucune chance au riz de se former en grain. "Dès que le riz commence sa croissance après deux mois et demi, les oiseaux nous gênent beaucoup dans le champ. C'est un véritable problème mais nous devons toujours monter la garde au risque de ne rien récolter", confie-t-elle à agridigitale.net. Elle fait savoir qu'en fin de journée, elle accumule un summum de fatigue qui l'oblige à prendre des comprimés pour retrouver la forme le lendemain. Pareille pour Maman Sitsopé qui se

donne à fond dans la production rizicole malgré ses 60 ans. Elle conseille : "quand quelqu'un vous offre un produit agricole de son champ, il faut le remercier parce que le travail de la terre n'est pas facile". Malgré les difficultés qu'elles endurent, ces femmes soulèvent le rabais des prix de vente de leurs produits après récolte. Ce qu'elles trouvent inadmissible vu les moyens investis dans la production. Elles appellent donc les clients, surtout les bonnes dames à faire preuve de compréhension sur le marché.

Avec agridigitale.net

Afrique de l'Ouest**AFRICOM pour le maintien de la paix**

Le général Townsend était au Togo, le mercredi 22 septembre, où il a « remercié le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé et le peuple togolais pour les efforts consentis dans le cadre des opérations de maintien de la paix ».



● Nicole ESSO

Les enjeux sécuritaires sur le continent africain appellent à une synergie d'actions de tous les pays. Dans ce sens, le Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé a reçu le Général Stephen Townsend, Commandant des forces américaines basées en Afrique (AFRICOM), en visite de travail au Togo. Les échanges ont essentiellement porté sur des questions relatives à la paix et à la sécurité en Afrique. Le Général Stephen Townsend a réaffirmé l'engagement de son pays à soutenir la lutte contre l'insécurité et le terrorisme sous toutes ses formes sur le continent. « Nous avons abordé les questions liées au terrorisme et à l'extrémisme violent en Afrique et dans le Golfe du Guinée. Effectivement, il y a des défis sécuritaires et les Etats-Unis apporteront leur assistance à leurs partenaires africains, sur les

plans de l'équipement, de la formation, du développement et de la diplomatie » a-t-il précisé. Le Commandant des Forces américaines basées en Afrique (AFRICOM) a remercié le chef de l'Etat pour sa politique de paix au Togo. Il s'est félicité des efforts de notre pays et sa participation dans les opérations de maintien de la paix en Afrique. L'Afrique de l'Ouest tend à devenir une plaque tournante des activités terroristes. Plusieurs organisations islamistes sévissent dans la région, et leur influence s'étend au fil des ans. La CEDEAO tente d'y faire face avec l'appui de ses partenaires, dont les Etats-Unis. Le Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) veut « améliorer et maintenir la sécurité » en Afrique de l'Ouest. C'est du moins ce qu'il faut retenir de la visite de son commandant en chef, le général Stephen Townsend, en Côte d'Ivoire et au Ghana, les 20

et 21 septembre. Dans les deux pays, le responsable a eu des échanges avec les autorités gouvernementales et militaires au sujet de la coopération transfrontalière et de la stabilisation de la situation sécuritaire dans la sous-région. « J'ai pu rencontrer de hauts dirigeants africains pour parler de l'importance de poursuivre notre approche régionale pour résoudre les problèmes de sécurité, et de la façon dont nous, au Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique, pouvons aider », a indiqué le général Townsend, au terme de sa visite. Rappelons que ces déclarations interviennent dans un contexte où la région ouest-africaine est de plus en plus confrontée au terrorisme. Si les pays sahéliens, dont la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad sont les plus visés, les terroristes commencent à étendre leur influence aux frontières des pays côtiers, tels que la Côte d'Ivoire.

**Baromètres Togo****Principaux pays partenaires**

| Principaux clients (% des exportations) | 2017 |
|---|-------|
| Burkina Faso | 17,9% |
| Bénin | 14,3% |
| Ghana | 7,6% |
| Niger | 6,4% |
| Inde | 6,1% |
| Mali | 5,7% |
| Côte d'Ivoire | 5,5% |
| Nigéria | 4,8 |
| Emirats Arabes Unis | 3,5% |
| Australie | 3,2% |

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)

| Principaux fournisseurs (% des importations) | 2017 |
|--|-------|
| Chine | 19,6% |
| France | 10,8% |
| Japon | 5,1% |
| Pays-Bas | 5,0% |
| Ghana | 4,1% |
| Inde | 3,6% |
| Belgique | 3,2% |
| Arabie Saoudite | 3,2% |
| Allemagne | 3,1% |
| Nigéria | 3,0% |

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

Inspirés tous les jours par nos héros



**AFRICA
First Assist**

Pour vous, Partout

SAHAM Assistance devient Africa First Assist

L'expertise et le savoir-faire de **Africa First Assist** sont au service de tous les héros du quotidien.

www.africafirstassist.com

CMJN